
Histoire sociale comparée de l'industrialisation

Alain Dewerpe



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/19237>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2009

Pagination : 249-250

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Alain Dewerpe, « Histoire sociale comparée de l'industrialisation », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2009, mis en ligne le 15 mai 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/19237>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Histoire sociale comparée de l'industrialisation

Alain Dewerpe

Alain Dewerpe, *directeur d'études*

Usines en France (XVIII^e-XXI^e siècle)

- 1 Le séminaire a été consacré, pour la troisième année, à la genèse et à la dynamique historique de l'usine non seulement comme agent économique mais aussi comme institution et comme micro-société au cours de l'Industrialisation française. Il s'est tout particulièrement intéressé à l'invention juridique de la société salariale française, au travers des outillages juridiques singuliers que sont le contrat de louage, le livret d'ouvrier et le règlement d'atelier. Tout au long du XIX^e siècle, dans un glissement lent et progressif, le rapport salarial, ou ce que nous nommons ainsi, a été en effet modelé par le droit. Celui-ci, doctrine et jurisprudence confondues, inventa de nouvelles règles d'organisation du travail industriel et de nouvelles normes gouvernant les rapports entre salariés et chefs d'entreprise et entre salariés entre eux. Ouvrant à une société désormais faite de conventions collectives, de statuts partagés, des controverses juridico-politiques se multiplièrent entre 1880 et 1914. Lisibles dans les débats parlementaires, les attendus des délibérés de cours diverses – des prud'hommes à la cour de cassation –, les thèses et les manuels de droit, les enquêtes publiques ou privées, les positions publiques des partis et syndicats, les journaux et revues, celles-ci nous permettent de rendre raison de l'intense lutte entre régimes de justification différenciés, hétérogènes, voire contradictoires, et des arrangements qui ont été conçus et pratiqués face aux mutations économiques et sociales de grande ampleur intervenues depuis la Révolution française. Les investissements de forme juridiques ont ainsi fourni leur terreau aux conduites, complexes mais très pratiques, des acteurs du capitalisme industriel français. Ils ont autorisé ou interdit des stratégies, des logiques sociales, des répertoires d'action. Ils ont modelé les récits, communs ou divergents,

partagés ou controversés, que ces acteurs ont pu rédiger, des récits qui ont en retour ordonné, à leur manière, les conduites au travail. Ils rendent ainsi possible une relecture de l'industrialisation et de la salarisation en France et des débats historiographiques qui s'y trouvent associés.

INDEX

Thèmes : Histoire, Histoire et civilisations de l'Europe